

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

B - 8. JULI 1971
 p.B.74.25. - BRR/ba

Berne, le 2 juillet 1971

CONFIDENTIEL

Distribué

*p. B. 73. Pak. O. ✓
 p. B. 73. Ind. O. ✓
 O. 222. Pak. / Ind. ✓
 p. B. 24. 11. Pak. ✓*

Rapport

sur les démarches et sondages entrepris à Berne par des
 gouvernements étrangers au sujet du différend indo-pakistanaï

I Le 23 juin, l'ambassadeur du Pakistan a transmis au Président de la Confédération un message du Président de la République pakistanaïse, le général Yahia Khan. Ce message, dans sa substance, constitue une vive attaque contre le gouvernement indien qui est accusé d'exploiter le problème des réfugiés pakistanaïses à des fins politiques. Ces malheureux seraient empêchés de rentrer dans leur pays d'origine où, pourtant, toutes les dispositions sont prises pour les accueillir, d'entente avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Le message exprime le regret qu'un problème à caractère humanitaire soit utilisé en tant qu'instrument de pression sur le Pakistan pour lui imposer la création d'un gouvernement à la dévotion de l'Inde au Pakistan oriental. Le gouvernement pakistanaïse ne veut pas entrer en conflit avec l'Inde, mais des dirigeants indiens pourraient être suivis par les masses lorsqu'ils cherchent à créer dans leur pays une ambiance qui risque de déboucher sur une situation grave. Pour terminer, le message du Président pakistanaïse demande que nous usions de notre influence auprès de l'Inde pour la persuader de renoncer à toute action qui pourrait avoir de graves conséquences.

II De son côté, l'Inde n'est pas restée inactive et c'est ainsi que son ambassadeur à Berne a remis le 13 mai une note

au Département politique et que le Chef du Département a eu le 18 juin la visite de M. V.C. Shukla, Ministre d'Etat chargé de la production d'armement au Ministère de la défense. Cette visite prend place dans le cadre de la campagne d'information et de démarches entreprise dans diverses capitales par le Ministre indien des affaires étrangères Singh. Les points soulevés dans la note précitée, repris et complétés verbalement par le Ministre Shukla, sont bien entendu en opposition complète avec le contenu du message du Président pakistanais. Les Indiens nous ont fait savoir qu'ils ne tiennent pas à garder sur leur territoire les 5 à 6 millions de réfugiés pakistanais qui représentent une lourde charge. De plus, ces réfugiés de religions différentes, mais en majorité musulmans, constituent un danger pour la sécurité intérieure. Les efforts entrepris pour tenter de les persuader de regagner leur patrie restent vains. Les relations indo-pakistanaïses causent de graves préoccupations au gouvernement indien décidé à éviter une escalade susceptible d'entraîner des conséquences graves. Les dirigeants d'Islamabad devraient sentir que, sur le plan international, leur action au Pakistan oriental est réprouvée. L'Inde voudrait que nous nous abstenions d'apporter une aide économique ou de livrer du matériel militaire au Pakistan et souhaiterait que nous manifestions publiquement notre inquiétude à l'égard de l'attitude pakistanaïse.

III Nous mentionnerons encore dans ce contexte que nous avons été approchés par les Autrichiens qui ont suggéré à divers petits pays européens tels que la Suède, la Belgique, le Danemark et la Hollande d'adresser un appel commun au gouvernement d'Islamabad l'invitant, dans l'intérêt d'un rapatriement rapide des réfugiés, à favoriser le rétablissement d'une situation normale dans la Province orientale en faisant preuve de clémence envers les politiciens et autres personnes arrêtées à la suite de l'insurrection. Entre-temps, nous avons appris que c'est à la demande de l'Inde que Vienne a agi et que la réponse

de tous les pays consultés a été négative.

IV Relevons que, suivant notre ambassadeur à la Nouvelle Delhi qui est bien informé, il est bien exact que l'Inde n'a pas intérêt à retenir sur son territoire les réfugiés pakistanaï, mais le gouvernement indien croit que leur sécurité n'est garantie que si un Etat indépendant est formé au Pakistan oriental. Sur le plan politique, ce gouvernement fera tout son possible pour aider à la création d'un "Bengla Desh" indépendant. Il s'y emploiera notamment sur le plan pratique en fournissant armes, matériel et moyens financiers aux sécessionnistes. De l'avis du gouvernement indien, les tragiques événements survenus au Pakistan oriental ne permettent plus de trouver une solution de compromis valable. On s'achemine donc vers la création, tôt ou tard, d'un Etat du Bengale indépendant. Cependant, la Nouvelle Delhi, toujours selon les informateurs de notre ambassadeur, n'a pas l'intention de reconnaître pour le moment le gouvernement du "Bengla Desh"; cette reconnaissance pourrait intervenir lorsque les mouvements séparatistes contrôleront au moins un quart du territoire du Pakistan oriental. Le gouvernement indien a l'intention d'intensifier ses démarches auprès des Etats étrangers pour les inviter à mettre un terme à toute assistance économique et militaire au Pakistan jusqu'à ce qu'Islamabad trouve une solution acceptable pour la Province orientale.

Il est également intéressant de rapporter ici l'essentiel d'un entretien que l'ambassadeur Real a eu très récemment avec le Prince Sadrudin Aga Khan, haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Selon cette personnalité qui est bien renseignée puisqu'elle s'est rendue sur place, la situation au Pakistan oriental à tous points de vue, politique, économique et sur le plan humain, est désastreuse. Elle ne s'est en rien normalisée. La population vit dans un état de terreur permanent et ne collabore pas avec les forces armées du Pakistan occidental

qui agissent comme le ferait une armée d'occupation. Dans l'intention d'islamiser complètement le Pakistan oriental, les soldats tentent d'amener les "Hindus" à se convertir, sous menace d'expulsion. En ce qui concerne plus particulièrement le problème des réfugiés, le haut commissaire a relevé que les camps installés par les Pakistanais pour accueillir ceux d'entre eux qui rentreraient étaient vides.

V Il est clair que l'on se trouve en face d'une situation sérieuse et que le différend indo-pakistanaï, s'il n'est pas rapidement résolu, risque d'entraîner des conséquences graves pour toute cette partie de l'Asie. Des facteurs propres aux Etats directement concernés, dont il est difficile d'évaluer l'importance, contribuent à rendre la situation complexe et fluide et par conséquent peu aisée à apprécier. Quant au problème des réfugiés, il présente des aspects politiques et sa solution donnera sans doute lieu à d'interminables marchandages dont nous faisons maintenant nous-mêmes l'expérience dans l'affaire de bons offices dans laquelle nous sommes engagés pour échanger quelques représentants consulaires pakistanaï et indiens.

Si nous nous demandons ce que nous pouvons entreprendre à propos des appels des deux pays en cause et de l'initiative autrichienne, nous arrivons aux conclusions suivantes :

Nous ne pouvons rien faire qui puisse être interprété comme une prise de position en faveur de l'une ou l'autre des parties. Toute démarche de notre part auprès d'un gouvernement pour lui soumettre les griefs de l'autre serait inévitablement considérée dans ce sens. Il ne peut être question non plus que nous prenions des mesures restrictives dans le secteur économique. Par ailleurs, de telles interventions compromettraient notre activité actuelle et éventuellement future dans le domaine des bons offices. Ces considérations valent également pour le projet autrichien d'appel commun, mentionné sous chiffre III, qui n'est adressé qu'à l'une des parties. A cela s'ajoute encore,

comme l'expérience nous l'a appris, que des appels de ce genre restent sans effet et sont finalement plutôt une concession à l'opinion publique des pays qui les lancent.

Pour toutefois marquer que le Conseil fédéral ne se désintéresse pas du problème indo-pakistanaï, il pourrait être dit à la presse, par exemple à l'occasion de l'annonce d'une nouvelle contribution de la Suisse en faveur des réfugiés, que :

"Le Conseil fédéral a été renseigné sur les problèmes, dont il suit le développement avec une certaine inquiétude, qui se posent à l'Inde et au Pakistan, et a décidé de ...".